



**LUTTER, S'ORGANISER,
CONTINUER À FAIRE
FRONT POPULAIRE!**

NPA-LANTICAPITALISTE.ORG • LANTICAPITALISTE.ORG

Nous ne sommes ni des constitutionnalistes comme ceux et celles qui pérorent sur les plateaux télé et encore moins des zélatureuses de la Constitution de 1958.

Pour autant, force est de constater que le président de la République a multiplié depuis plusieurs semaines les entorses graves à un texte dont il est juridiquement le garant.

Il ne peut en effet y avoir aucune justification à ce que le courant politique et son chef dont la conduite du pays a été rejetée dans les urnes les 9 et 30 juin et le 7 juillet continuent à gouverner et imposer leur choix. La lettre et la pratique des institutions actuelles induisent que c'est la formation sortie en tête des élections législatives qui doit gouverner pour appliquer son programme, c'est à dire ses engagements auprès du peuple.

Tout le reste ne peut être que passage en force, déni démocratique et combinaisons politiciennes, tout cela sous la pression de l'extrême-droite raciste et antisociale.

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n° 147
4 septembre
2024

Stop aux manigances antidémocratiques de Macron !

Après cinquante jours de pseudo-trêve estivale ou olympique puis de consultations bidons, Macron a refusé de nommer un.e Premier.e ministre issu.e du Nouveau Front Populaire. Il avait pourtant pris –seul—l'initiative de nous convoquer de toute urgence dans les urnes en juin dernier, espérant reprendre la main.

La politique de Macron et de son parti a été nettement rejetée lors de l'élection européenne du 9 juin. Au premier tour de l'élection législative (30 juin), le rejet de cette politique a été confirmée, les candidat.es de la « majorité présidentielle » n'obtenant que 13,3% des inscrits, 20,4% des suffrages exprimés. Au second tour (7 juillet), rebelote, malgré le bénéfice d'un appel de la gauche à faire barrage contre la perspective d'accès au pouvoir de l'extrême-droite: nouveau désaveu (14,57% des inscrits, 23,14% des suffrages exprimés).

Mais, de tout cela Macron n'en a cure. Il méprise et a écarté d'un revers de main la perspective que le nouveau Front Populaire, qui a fait élire le plus grand nombre de député.es à l'Assemblée Nationale, dirige le gouvernement et applique son programme. Il poursuit depuis une quinzaine de jours ses manœuvres et manigances pour trouver un 1er ministre, chargé de continuer, comme si rien ne s'était passé, les politiques antisociales, racistes, autoritaires...que les gouvernements Philippe, Castex, Borne, Attal ont menées...

Même si, comme nous, nombre de travailleurs et travailleuses savent que le système électoral et institutionnel n'est pas fait pour que la voix des exploités et des opprimés soit entendue et respectée, il faut que ce déni de démocratie soit condamné. Il faut que l'aspiration populaire qui s'est exprimée sur les questions sociales, écologiques et démocratiques urgentes, énoncées dans le programme du nouveau Front Populaire, soit honorée.

Et si Macron, qui n'a plus aucune légitimité politique pour s'y opposer persiste dans son déni, qu'il s'en aille !

Samedi 7 septembre à l'appel des organisations de jeunesse, de La France Insoumise, des Écologistes, du PCF, du Planning familial, d'Attac.... des manifestations sont organisées partout pour condamner ce passage en force de Macron

Le NPA s'associe et appelle à construire ce premier tour de chauffe.

Car nous avons besoin d'approfondir la construction du Nouveau Front populaire, ensemble, à la base, uniEs, autour de son programme pour que celui-ci s'applique, inverse le cours des politiques de casse sociale en faveur du capital, avance vers une autre répartition des richesses et une politique d'émancipation.

Cet objectif ne pourra s'imposer que par la détermination de toutes celles et ceux qui se sont opposés et s'opposent au danger imminent et mortel de l'extrême droite et à toutes les politiques libérales, de droite comme « de gauche » qui lui ont pavé la voie.

2 septembre 2024

RASSEMBLEMENT **NOUVEAU FRONT POPULAIRE**

#NouveauFrontPopulaire

SAINT-MALO
esplanade St Vincent

samedi 7 sept. - 11h30

avec
Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN,
Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité
NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS

Terminal ferries du Naye :

UN PERMIS DE CONSTRUIRE QUI VA MARQUER LA FIN DU MANDAT

En dépit de l'avis mitigé de l'enquête publique et surtout de la mobilisation et de l'expression populaire qu'a suscitée le projet de modernisation du terminal ferries du port, le maire de Saint-Malo a donc signé le permis de construire de cette opération, dans la configuration présentée par le Conseil Régional.

Comment comprendre cette décision ? Aveuglement ou déni face à la montée des eaux à l'échelle des cinquante prochaines années ? N'est-ce pas irresponsable de continuer à se raccrocher à un Plan de Protection des Risques de Submersion Marine (PPRSM), certes toujours en vigueur mais notoirement obsolète ? Pourquoi faire preuve de suffisance face à des propositions de bon sens suggérées par les riverains et les commissaires-enquêteurs eux-mêmes concernant le dimensionnement et la conception sur un seul niveau de la gare maritime ? Comment faire fi des impacts négatifs de la nouvelle configuration du terminal avec l'augmentation en volume du trafic poids lourds sur la voirie urbaine le desservant, ceci au moment où l'on est censé rédiger le PLU ? Résultat d'un « deal », de pressions du Conseil Régional ou de la part des opérateurs des liaisons trans-Manche ? N'est ce pas ce que confirme en creux l'adjoint au patrimoine démissionnaire ?

Bref, voilà l'attribution d'un permis de construire qui va alimenter le débat sur les fondements de la politique d'urbanisme et susciter, en plus, un nouveau contentieux juridique...et ce jusqu'à la fin du mandat municipal.

Briser l'amalgame répandu par une grande partie du champ politique et des médias entre antisémitisme et soutien à la cause palestinienne...

L'incendie volontaire qui a été perpétré samedi 24/08 contre la synagogue de La Grande-Motte est un **acte antisémite** et est à condamner en tant que tel. Aucune ambiguïté sur ce point.

Le fait que cet acte anti-juif, donc raciste, ait été commis par une personne drapée dans le drapeau palestinien a relancé la confusion dont de très nombreux politiciens, médias et médias se sont immédiatement emparés pour amalgamer le peuple de Palestine et toutes celles et ceux qui soutiennent sa cause, à des criminels antisémites. Et nous, en particulier nos camarades de la France Insoumise, avons donc dû faire face à un énième déferlement de calomnies et d'insultes.

Non, le peuple palestinien et les défenseurs de ses droits ne sont ni des antisémites ni des racistes. Ils défendent seulement les droits de ce peuple à l'existence et à la justice face à un état qui leur mène une guerre depuis 76 ans.

C'est pourquoi nous manifestons et continuerons à manifester notre solidarité avec ce peuple opprimé.

Le prochain **RASSEMBLEMENT PALESTINE, à Saint-Malo, c'est samedi 14 septembre à 17h, esplanade Saint-Vincent.**

A propos d'un soutien à Xavier Bertrand au poste de 1er ministre

Dans *Ouest-France* du 31 juillet, le 1er adjoint au maire de Saint-Malo apportait son soutien à la nomination éventuelle de Xavier Bertrand au poste de 1er ministre. Voilà une annonce qui ne nous laisse pas indifférents car ledit Bertrand, s'il surfe sur une image médiatique (trompeuse) de « gaulliste social » est détenteur d'un CV très chargé permettant de le qualifier plutôt de **réactionnaire de la droite dure**. Qu'on en juge par quelques uns de ses « faits d'armes » dans ses différentes responsabilités ministérielles et d'élu des Hauts de France :

En tant que secrétaire d'Etat puis ministre de la santé (gouvernements Raffarin puis De Villepin), il participe à l'instauration des **franchises médicales** qui installent le reste à la charge de l'assuré en cas de remboursement par l'assurance maladie. Il est très impliqué dans la mise en place de la **tarification à l'activité (T2A)** dont on mesure aujourd'hui la responsabilité dans la dégradation des hôpitaux publics. Il est aussi le ministre qui refuse en 2006, malgré un avis de la Haute autorité de santé, le déremboursement du **Médiator**. La prescription de ce médicament, produit par le Laboratoire Servier, fera encore de nombreuses victimes jusqu'à son retrait du marché en 2009...

En tant que ministre du travail (gouvernements Fillon), X. Bertrand « s'illustre » par la **limitation du droit de grève** (réforme du service minimum) **dans les services publics** et en particulier dans les transports, par la **réforme des régimes spéciaux** de retraites (SNCF, RATP, EDF et GDF, Banque de France...), par la « loi sur la modernisation du marché du travail » qui fait régresser les protections des salariés en matière de durée de périodes d'essai et institue de nouvelles formes de CDD (CDD de projet ou de mission).

En tant qu'élu des Hauts de France et en lien avec son passage au ministère de la santé, X. Bertrand se fait remarquer par ses **accointances avec le groupe Orpéa-Clinéa**, ce qui facilite l'attribution à ce groupe des autorisations nécessaires à la création d'Ehpad et de cliniques privées. Même proximité avec le parti réactionnaire le Mouvement de la ruralité (ex-Chasse, Pêche nature et traditions) et la Fédération Régionale des Chasseurs des Hauts-de-France, présidée par le sulfureux Willy Schraen, par ailleurs dirigeant de la Fédération Nationale des Chasseurs.

Sur le plan sociétal, on rappellera l'**opposition historique de X. Bertrand au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels**, à la PMA et à la GPA. Au niveau de la sécurité, Bertrand est partisan de l'**abaissement de la majorité pénale à 15 ans**, en dessous donc de la majorité civile, ce qui signifie pratiquement mettre des enfants en prison. Sur les droits des étrangers, comme le RN, dont il prétend pourtant combattre au quotidien les idées, il est raccord pour **supprimer l'Aide médicale d'Etat** (qui permet aux étrangers sans ressources de bénéficier de soins) et le droit du sol..

Au delà de la signification que pourrait avoir la nomination de X. Bertrand au poste de 1er ministre en termes d'inflexion politique réactionnaire au plan national, le soutien public apporté par le 1er adjoint malouin à cette éventualité ne peut pas être anecdotique. Il dévoile l'état d'esprit d'un acteur de 1er plan dans la campagne municipale locale qui va s'engager. A prendre en compte ...donc.

Hôpitaux: L'ETE DE TOUS LES DANGERS...

Tout à côté d'ici...

•CHU de Rennes, régulation par le 15 des urgences 24h/24, du 9 au 19 août, autrement dit pas d'accueil direct au service

•Hôpital Privé Cesson-Sévigné, suspension de l'activité des urgences de 18h à 8h, du 10 au 18 août

•Hôpital Privé Saint-Grégoire, régulation des urgences 24h/24 du 9 au 19 août

•CH de Lanterneau, suspension puis régulation des urgences 24h/24, du 5 au 19 août

•CH Centre-Bretagne Kério (Noyal-Pontivy), régulation des urgences de 8h30 à 18h30, les 7, 12 août

•CH Saint-Brieuc, régulation temporaire de l'accès aux urgences adultes du 14 au 26 août

Aux urgences du CHU de Brest, une étude portant sur 127 personnes de plus de 75 ans accueillies entre le 10 juillet et le 7 août révèle que le temps moyen d'attente avant prise en charge s'est élevé à 23 heures, avec pour une femme de 91 ans jusqu'à 31 heures passées sur un brancard !

Au CHU de Nantes, 4 personnes âgées sont décédées à l'accueil des urgences ces dernières semaines, après avoir attendu une dizaine d'heures sans soin.

Voilà la réalité concrète de l'état de dégradation du service public hospitalier. La cause profonde est connue, c'est la **gestion libérale du système de santé**. Celle-ci a asséché en quelques décennies les ressources humaines et financières des établissements. Elle a provoqué la pénurie récurrente de personnel médical (à l'hôpital comme en ville) et paramédical, elle se manifeste par des **fermetures de lits**...ce qui ne permet plus de faire face au flux de patients, notamment les plus âgés, et de les prendre en charge dans de bonnes conditions.

Dans les Côtes d'Armor, une quarantaine de maires ont réagi en s'engageant à contraindre juridiquement l'Etat afin que soit mis en place **un plan d'urgence pour l'accès à la santé [...] garantissant des hôpitaux publics de plein exercice accessibles H24 et créant les véritables conditions au déploiement des personnels nécessaires**...A cette fin, ils ont pris des arrêtés municipaux enjoignant l'Etat à exercer ses missions concernant la santé, sous peine d'une astreinte de 1.000 € par jour de retard dans l'application des mesures inscrites au plan.

Quel que soit le résultat de cette action juridique, déferée par le Préfet devant le tribunal administratif, on peut déjà dire qu'elle révèle, comme les constats mentionnés plus haut, la profondeur de la crise mais aussi l'entrée en résistance de secteurs larges de la population.

A nous, tous et toutes, professionnel.les, usager.es, du système de santé d'élargir la mobilisation.

Restructuration hospitalière: UNE LETTRE A LA DIRECTRICE DE L'ARS BRETAGNE

Devant le silence persistant sur l'avancement (?) du dossier du nouvel hôpital et de la restructuration hospitalière du secteur sanitaire, la coordination Le Monde d'Après et l'association Dinan Diver-Cité se sont à nouveau adressés à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé. On trouvera cette lettre sur le site web du Monde d'Après: <http://www.lmondedapres-saintmalo.fr/blog/>

16e Université d'été du NPA: un succès et de quoi renforcer l'autodéfense anticapitaliste

Avec plus de 750 personnes présentes, cette 16e université d'été du NPA-Anticapitaliste s'annonçait comme un grand cru. L'actualité politique, ses incertitudes autant que la crise multiforme du capitalisme ont été discutées dans de nombreux ateliers.

Il y en avait pour tous les goûts ! Entre le cycle portant sur l'international, celui sur l'extrême droite, celui sur Lénine à l'occasion des 100 ans de sa mort, et les débats autour de notre 6e congrès prévu au printemps 2025, le choix était difficile... comme chaque année !

Les ateliers internationaux occupaient une bonne partie du programme de l'Ukraine à la Palestine, de l'Afrique au Venezuela, l'Argentine ou l'Équateur, en passant par les débats globaux sur la militarisation. Parmi eux, l'atelier portant sur les racines de la guerre d'indépendance algérienne a fait écho à la situation kanak et aux réactions face aux attaques racistes de plus en plus importantes, mettant ainsi en évidence la continuité des dynamiques coloniales et racistes.

Les militantEs du Mouvement Kanak en France (MKF) sont venus inaugurer les ateliers de l'UDT en témoignant de la violente répression en Kanaky. Le soutien se construit en France, notamment à Lyon, et dans toutes les villes proches des lieux de déportation des militantEs de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), organisation indépendante kanak.

Alors que l'horreur à Gaza ne cesse, et tandis que les offensives israéliennes se multiplient en Cisjordanie, de nombreux ateliers ont souligné l'importance cruciale du mouvement mondial de solidarité avec la Palestine, en accordant une attention particulière au rôle central de la jeunesse dans cette lutte.

L'extrême droite a été examinée sous l'angle historique, culturel, féministe avec Stéphanie Lamy venue parler de son livre *la Terreur masculine*.



Les différents échanges qui ont émané des ateliers Nouveau Front Populaire ont souligné les perspectives incertaines de cette rentrée. Les perspectives proposées par LFI restent institutionnelles. Ce front politique doit rester uni face à un président fermement décidé à ne laisser aucune place à la justice sociale. Un de ses points d'appui est le programme du NFP. Lors de deux débats, l'un avec Aurélie Trouvé, l'autre avec les représentants syndicaux de la CGT, Solidaires et de la FSU, les perspectives pour faire face à la régression sociale ont pu être abordées.

Sans parler évidemment de nombre d'ateliers pratiques, de rencontres autour des livres sur Charles Piaget (Théo Roumier) sur Le Pen et la torture (Fabrice Riceputi), sur l'écologie décoloniale (Fatima Ouassak) et de débats sur la presse à propos de la Palestine (Acrimed, Agence Media Palestine) ou de la gauche (Edwy Plenel)...

Sans parler de tous les films, comme celui sur le génocide des Tutsis au Rwanda réalisé par Survie, ou le récit du quotidien de la LCR, *Rouge*, la couleur qui annonce le journal, qui tombe à pic au moment de la quête des moyens pour l'acquisition du local utilisé justement pour imprimer le quotidien. Ou encore *Un Paese di resistenza*, réalisé par Shu Aiello et Catherine Catella, qui retrace le combat en Calabre (Italie) pour l'accueil des migrantEs.

Les échanges ont été nombreux, riches et encourageants, révélant une diversité de perspectives qui, bien que difficiles à faire émerger, sont plus que jamais indispensables pour construire mobilisations et riposte !

Retrouvez les vidéos de l'Université d'été par <https://npa-anticapitaliste.org/actualite/vie-du-npa/la-16e-universite-dete-du-npa-anticapitaliste-en-vidéos>

VENEZUELA:

Contre l'autoritarisme, les impérialismes et l'extrême-droite, solidarité internationaliste avec le « bravo pueblo » !

Le 28 juillet dernier, l'annonce des résultats des élections présidentielles au Venezuela par Nicolás Maduro a déclenché des protestations populaires dans tout le pays. **La victoire du président sortant, avec plus de 51% des voix, a suscité de nombreux doutes et une vague d'indignation au sein même de quartiers et de territoires historiquement pro-Chavez.** Son principal opposant, Edmundo Gonzalez, affirme aussi avoir gagné les élections et a publié en ligne ce qui est présenté comme une grande partie des procès-verbaux issus des urnes. Face à une telle impasse et malgré les tentatives de médiation de gouvernements progressistes de la région (Brésil, Colombie et Mexique) « demandant une vérification impartiale des résultats », les procès-verbaux officiels se font toujours attendre.

La répression, en revanche, s'accroît. Au moins 25 personnes sont décédées et plus de 2500 autres ont été emprisonnées dans des procès expéditifs sous le chef d'accusation de « terrorisme ». Le parlement est en train d'adopter plusieurs projets de lois visant à limiter le droit d'association, à contrôler les réseaux sociaux et, plus généralement, à criminaliser toute forme d'opposition. Si l'héritier du chavisme est contraint à une telle violence, c'est surtout parce que **le pays est au bord de l'implosion depuis de longues années et que celles et ceux d'en bas n'en peuvent plus.** Le « pouvoir populaire » et les appels au « socialisme du XXI^{ème} siècle » des années 2006-2013 semblent loin désormais. L'économie vénézuélienne en crise reste dominée par une minorité, où « boli-bourgeoisie », militaires et bureaucrates se partagent l'essentiel, tout en pratiquant corruption et clientélisme et en multipliant les zones franches, l'extractivisme prédateur et les attaques contre le droit de grève. De plus, les nombreuses sanctions et la pression interventionniste imposées par **les États-Unis et l'Union Européenne étranglent dramatiquement le pays et dégradent davantage les conditions de vie d'une majorité de la population.**

Dans ce contexte, le PIB s'est effondré de 80% et les indices de développement humain sont en chute libre. Et ce sont avant tout les travailleuses et travailleurs, les classes populaires, qui en paient le prix fort. Le salaire minimum est de 5 dollars par mois environ, quand les organisations internationales fixent le seuil de l'extrême pauvreté à 57 dollars. Entre 6 et 7 millions de vénézuéli-

ens soit près d'un quart de la population ont dû fuir leur pays.

Le NPA-Anticapitaliste n'est évidemment **pas dupe de l'agenda de l'extrême droite vénézuélienne, incarnée par Maria Corina Machado**, adoubee par Washington et plusieurs gouvernements conservateurs latino-américains, qui occupe une position prépondérante dans l'opposition. Sa politique ne peut être d'aucun secours aux classes populaires: elle est **ultra-libérale, pro-impérialiste**, elle a appelé à plusieurs reprises au coup d'État militaire. Sa politique est **clairement réactionnaire**, tout comme celle de son ami Javier Milei, le président argentin. Et ce n'est pas le soutien apporté à Nicolás Maduro, par la Chine, la Russie et la Turquie, principaux partenaires commerciaux et militaires du pays, qui permettront de trouver une issue émancipatrice à la crise.

Mais **fermer les yeux sur les dérives autoritaires du madurisme**, comme le fait une certaine gauche ici comme en Amérique latine, **serait invisibiliser toutes celles et ceux qui, au Venezuela, luttent sur des bases anti-autoritaires, démocratiques, de justice sociale et les priver de notre soutien internationaliste.** C'est aux organisations de gauche, aux mouvements anticapitalistes, rassemblées notamment au sein de « La otra campaña », du « Front Populaire Démocratique », aux divers regroupements de syndicalistes en lutte en passant par les collectifs de quartier, les comunas issues du chavisme critique et à tous les citoyen·nes engagé·es que nous adressons notre solidarité. Car il s'agit de **ne pas laisser à l'extrême-droite une place centrale et de empêcher de se draper ainsi des habits de « défenseuse de la démocratie » face au madurisme.**

Le NPA-Anticapitaliste a signé sur ces bases un communiqué unitaire avec plusieurs autres organisations politiques de la gauche française et, rejetant toutes les inférences impérialistes dont il est évident qu'elles ont en ligne de mire le contrôle de la manne du pétrole vénézuélien, considère que **c'est aux vénézuéliennes et vénézuéliens, et à elles et eux seul·es, de déterminer leur futur politique !**

D'après le communiqué du NPA A—22/08.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:
<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>
et nos sites web départementaux et nationaux
<https://www.anticapitaliste-35.org/>
<https://npa-anticapitaliste.org>

Le démarrage de l'EPR de Flamanville autorisé malgré des essais émaillés de problèmes

L'Autorité de Sûreté Nucléaire a donné lundi 2 septembre 2024, et en deux jours seulement, l'autorisation à EDF de procéder à la divergence du réacteur EPR de Flamanville. C'est le feu vert pour lancer, pour la première fois, les réactions nucléaires en chaîne dans la cuve du réacteur.

Ce "premier battement de cœur" est surtout le premier pas sur un chemin risqué car c'est à la suite de la divergence que des éléments hautement radioactifs vont s'accumuler dans le réacteur. Or les premières phases des essais de démarrage ont été à l'image du chantier : truffées de problèmes et de difficultés.

La divergence de l'EPR, étape-clé après le chargement du combustible dans la cuve, était annoncée comme imminente début juillet par EDF. Mais ce n'est que le 30 août que l'industriel a finalement transmis sa demande à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). Un retard qui s'explique par des difficultés qui sont survenues lors des essais de démarrage dès qu'ils ont commencé mi-mai, après que la cuve ait été chargée de combustible. Les opérations de démarrage ont même été suspendues pour être "sécurisées". De nombreux incidents ont été déclarés au cours de l'été par EDF, démontrant à la fois des problèmes matériels et organisationnels, mais aussi des difficultés à piloter l'installation et à appliquer les règles d'exploitation, le code de la route validé par l'autorité de sûreté.

Malgré ces incidents et des "aléas techniques" conséquents (notamment au niveau de capteurs du circuit primaire), l'ASN n'aura pris que deux jours pour répondre favorablement à la demande d'autorisation de divergence déposée par EDF. L'Autorité affirme avoir étudié le bilan des essais, pris en

compte les incidents survenus et avoir réalisé ses propres contrôles. Ce qu'il faudra prendre pour argent comptant, puisque qu'aucun rapport d'inspection, aucun élément technique n'a été rendu public au jour où l'ASN accorde cette énième autorisation.

Ces retards et **ces difficultés rencontrés lors du démarrage du réacteur font écho aux nombreux problèmes qui ont émaillé la conception et la construction de l'installation**. Dont plusieurs ne sont à ce jour pas résolus : fluctuations hydrauliques et vibrations excessives fragilisant les assemblages de combustible et induisant des variations de flux neutronique, couvercle de la cuve à remplacer dès le premier arrêt...

L'autorisation de démarrage accordée début mai était déjà un pari à haut risque, dénoncé par la CRIIRAD et par plusieurs associations qui ont porté plainte en justice¹. Cette autorisation de divergence accordée en un week-end, malgré des essais chaotiques et des difficultés avérées, montre que la précipitation est toujours de mise. **Les enjeux politiques et industriels continuent à prendre le pas sur les enjeux de sûreté et de radioprotection.**

D'après le communiqué de la CRIIRAD -

La CRIIRAD ou Commission de Recherche d'Information Indépendantes sur la RADioactivité est née en mai 1986 au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, à l'initiative d'un groupe de scientifiques et de citoyens.ne.s qui souhaitent connaître la vérité sur la contamination radioactive du territoire français. Face à l'impossibilité d'obtenir des informations fiables de la part de l'état et des industriels, l'association réalise ses propres mesures par un laboratoire d'analyse de la radioactivité indépendant.

Quelques heures seulement après son démarrage, l'EPR est déjà en arrêt de sécurité !!!

point(s) de vue

Les articles signés n'engagent pas la publication et sont publiés sous la responsabilité de leur auteur.trice.

2024, L'ÉTÉ DE TOUS LES RECORDS !

Les JO

Record de pollution sur la planète : transports aériens et routiers des athlètes, des spectateurs, des « huiles ». Esbroufe de spectacles faramineux, débauche de moyens énergivores, de déplacements des forces de police...

Record de truandages : tarifs hôteliers et de locations prohibitifs. Explosion du prix du ticket de métro. Coût des places...

Record d'expulsions : « déplacements » des personnes sans abri pas compatibles avec la vision féerique de notre capitale – étudiants évincés de leur logement pour location exorbitante le temps des jeux...

Record d'auto-satisfaction: le président de notre pays fier comme Artaban de se pavaner comme « maître d'oeuvre » de cette opération qu'il voulait la plus « spectaculaire au monde ».

MACRON et son staff

Record de mépris : ignorance coupable du verdict des urnes ; prolongement non-constitutionnel du gouvernement « démissionnaire ». Ignorance de l'impact catastrophique de l'empreinte carbone des JO sur la planète entière...

Record de mensonges et de contre-vérités : promesses de nomination d'un premier ministre X fois reculée. Refus de reconnaître les incidences délétères en matière d'environnement des JO. Refus de reconnaître les graves dangers imminents et à plus long terme de l'énergie nucléaire, et mise en fonctionnement de l'EPR de Flamanville...

IMMIGRATION

Record de décès dans les tentatives de rejoindre un pays « riche » ; record d'expulsions, de remises à la frontière, de

renvois au pays d'origine. Record de refus de papiers.

En PALESTINE :

Record de morts, de blessés, de déplacés, de sans abri, d'emprisonnés, de malades, d'affamés, à Gaza. Record de tués, d'expropriés, d'incarcérés en Cisjordanie ; Record de colonisation dans le pays. Cela aux yeux des pays occidentaux, dont la France, qui soutiennent l'état génocidaire d'Israël, lui fournissent des armes, et « accusent » les défenseurs du peuple palestinien d'être antisémites !...

EXTRÊME DROITE :

Record de nominations de dirigeants extrême droite à la tête de pays, récemment en Argentine.

Record de Français se reconnaissant du RN, Reconquête ; explosion du fascisme...

Bien d'autres records, plus sordides les uns que les autres. Et pendant ce temps là, Macron, comme Netanyahu, Biden, et les autres se félicitent d'être ce qu'ils sont... les fossoyeurs de l'Humanité.

AB

MACRON REFUSE DE RECONNAÎTRE LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS



CHARMAG